

**REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 6 OCTOBRE 2008**

=====

Date de convocation : 26.09.2008

Date d'affichage : 26.09.2008

Nombre de Conseillers en exercice : 23 Présents : 20 Votants : 21

Le 6 OCTOBRE 2008 à 20 H 30

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie sous la présidence de M. Albert BAZIRE, Maire.

Etaient présents : M. BAZIRE Albert, Mme LAURENT Sophie, M. LEROUX Marcel, M. LEJEMBLE Gilbert, Mme JARDIN Odile, Mme FOURMENTIN Francine, Mme SAUVE Jacqueline, Mme MALACH Frédérique, M. NICOLLE Noël, M. HAMEL Gérard, Mme HAMEL Manuella, M. HEREL Olivier, M. SEGUIN Emmanuel, M. BOURDALE Jean-Pierre, Mme CANIOU Brigitte, M. DEVERE Claude, M. SIMON Luc, M. JOSEPH Franck, M. BARBELETTE Marc, M. LECHANOINE Jean-Michel.

Absente excusée : Mme JOUIN Marie-Thérèse.

Absents : M. VARIN Jérôme, M. DESMASURES Jean-Claude.

Procurations : Mme JOUIN Marie-Thérèse à Mme LAURENT Sophie.

Secrétaire de séance : M. LEROUX Marcel.

=====

Compte-rendu de la réunion du Conseil municipal du 8 juillet 2008

Le compte rendu de la réunion du Conseil municipal du 8 juillet 2008 n'appelle aucune observation.

Extension des compétences de la communauté de Communes pour l'adhésion au Syndicat Mixte du Pays de la Baie du Mont Saint-Michel

Vu la délibération du Conseil de la Communauté de Communes du Canton de SOURDEVAL en date du 25 février 2008 proposant l'extension de ses compétences,

Le Conseil municipal est invité à délibérer pour accepter l'extension des compétences de la Communauté de Communes du Canton de SOURDEVAL, comme suit :

- ✓ Assurer le développement équilibré du territoire du Pays de la Baie du Mont Saint-Michel par la mise en œuvre des études préalables et des projets de Pays retenus dans la charte de développement du Pays de la Baie du Mont Saint-Michel ;
- ✓ Ajout d'un nouvel article dans les statuts de la Communauté de Communes du Canton de SOURDEVAL afin d'être habilitée à intervenir dans le cadre de la Loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage déléguée au nom et pour le compte de ses communes membres et à leur demande ainsi qu'auprès de Syndicats mixtes ou tout autre organisme de coopération ;
- ✓ Adhésion de la Communauté de Communes du Canton de SOURDEVAL au Syndicat Mixte du Pays de la Baie du Mont Saint-Michel qui assurera le développement équilibré du territoire par la mise en œuvre du projet de Pays ou de la Charte de développement du Pays du Mont Saint-Michel ;

Il est précisé que cette structure permettra d'obtenir des aides supplémentaires, certaines aides de l'Europe notamment, ne pouvant être attribuées que par l'intermédiaire du Pays.

Mme LAURENT ajoute que le Pays de la Baie a déjà pris du retard par rapport aux autres Pays qui ont déjà créé leurs Syndicats mixtes et ont pu ainsi bénéficier d'aides substantielles.

Le Pays ne financera plus que des projets structurants qui concernent plusieurs Communes, voire plusieurs Communautés de communes.

Pour Mme FOURMENTIN, il faut aussi avoir des projets correspondants à nos moyens.

M. LECHANOINE se demande s'il ne faut pas faire des Communes-Canton si on continue à vider les Communes de leurs attributions. Pour M. BAZIRE, on s'achemine plutôt vers des regroupements de Communautés de Communes.

M. DEVERE demande s'il est envisagé d'unifier la Taxe Professionnelle au niveau du Pays. M. le Maire explique que cela n'entre pas dans les prérogatives du Pays de fixer les taux de TP, mais que cela est de la compétence des Communes et Communautés de Communes. Par contre, le partage des subsides sur certaines zones d'activités est possible par le biais du syndicat mixte.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal approuve l'extension des compétences de la Communauté de Communes du Canton de SOURDEVAL tel qu'exposé ci-dessus par 16 voix Pour, 3 Contre (MM. BOURDALE, SIMON, LECHANOINE) et 2 abstentions (Mme FOURMENTIN, M. BARBELETTE).

Réaménagement de la place Charles de Gaulle : appel à candidature de Maître d'oeuvre

La place Charles de Gaulle et la voie qui la contourne, sont en très mauvais état et nécessitent une réfection complète. Ce serait aussi l'occasion d'un embellissement de cette place qui est au cœur de la Ville.

Aussi, afin de prévoir des travaux d'aménagement, le Conseil municipal est invité à délibérer pour autoriser M. le Maire à lancer un appel à candidature de maîtres d'œuvre pour élaborer un avant-projet et suivre ensuite la réalisation des travaux.

Le recours à un maître d'œuvre permettra d'avoir un avant-projet sur lequel nous pourrions discuter, et avoir une estimation du coût des travaux.

Pour Messieurs. HAMEL, BOURDALE et DEVERE, si des travaux s'avèrent nécessaires sur cette place, ce n'est peut-être pas une priorité. Il faudrait peut-être se contenter de redresser les trottoirs et de re-goudronner la place sans se lancer dans des projets coûteux.

M. le Maire rappelle qu'il y a déjà eu plusieurs accidents de piétons qui ont chuté sur la place en raison de son mauvais état.

A Mme HAMEL qui demande si le Conseil sera consulté avant la décision de lancer les travaux, M. le Maire explique que bien sûr il y aura un travail en Commission puis une décision en Conseil municipal.

M. SEGUIN souhaite que l'on soit vigilants sur le pourcentage d'honoraires demandé par le maître d'œuvre, pourcentage qu'il faudra rapporter au coût des travaux qu'il envisage. M. le Maire explique qu'il pourrait y avoir une procédure de concours afin de comparer à la fois les projets et les coûts, mais dans cette procédure, la Commune doit indemniser les bureaux d'études non retenus. C'est pourquoi il suggère de lancer une simple consultation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide par 14 voix Pour, 2 Contre (MM. DEVERE et LECHANOINE) et 5 abstentions (Mme FOURMENTIN, MM. HAMEL, BOURDALE, SIMON, BARBELETTE), de lancer une consultation de maître d'œuvre pour ce projet.

Désaffectation pour cession d'un chemin à la Mazure Hamon

Par délibération du 16 décembre 2004, le Conseil municipal de SOURDEVAL avait accepté le principe du déclassement d'un ancien chemin rural à la Mazure Hamon.

Une enquête publique s'est déroulée à la Mairie de SOURDEVAL du 28 mai au 12 juin 2008. Aucune observation n'ayant été formulée lors de cette enquête, le commissaire-enquêteur a donné un avis favorable pour la désaffectation de ce chemin en vue de sa cession.

Il est précisé que ce chemin desservait uniquement des champs et qu'il n'a pas de continuité.

Le Conseil municipal, invité à en délibérer, approuve à l'unanimité la désaffectation de ce chemin, sur une superficie totale calculée par le Géomètre de 1 134 m².

Aménagement du carrefour de la Mazure Hamon : acquisition et échange de terrains

L'aménagement du carrefour de la Mazure Hamon nécessite l'acquisition de terrains auprès de MM. POTTIER et CLOUARD.

Pour M. et Mme Gilbert POTTIER, la parcelle cadastrée Section D n° 728 d'une superficie de 268 m², serait acquise pour le prix symbolique de 1 €.

Pour Mme Edith CLOUARD et M. Alain CLOUARD, la portion de terrain à acquérir, nouvellement cadastrée Section D n° 1906 a une superficie de 549 m², que Mme et M. CLOUARD cèdent à la Commune en échange d'une portion du terrain d'assise du chemin qui vient de faire l'objet d'une procédure de désaffectation, nouvellement cadastré Section D n° 1908, pour une superficie de 722 m², estimé par le service des Domaines à 0.50 €/m².

Le Conseil municipal, invité à en délibérer, donne son accord sur ces acquisitions et échanges de terrains aux conditions indiquées ci-dessus, et autorise M. le Maire à signer les actes et toutes les pièces se rapportant à cette affaire.

Personnel communal : création d'un poste d'Agent du patrimoine de 1^{ère} classe

Mademoiselle Camille FAUVEL, employée à la Médiathèque de SOURDEVAL, a été reçue à l'examen professionnel lui permettant d'accéder au grade d'Agent du Patrimoine de 1^{ère} classe.

Aussi, le Conseil municipal, invité à en délibérer décide à l'unanimité de créer un poste d'Agent du Patrimoine de 1^{ère} classe (et supprimer ensuite le poste d'Agent du Patrimoine de 2^{ème} classe qu'elle occupe actuellement).

Admissions en non valeur (Assainissement)

Le Conseil municipal est invité à délibérer pour admettre en non valeur des créances sur le service de l'Assainissement au nom de

- ✓ M. SAVOURAY Olivier et Mme LECONTE Laurence, pour un montant de 951.98 € H.T. soit 1 004.33 € TTC.
- ✓ Mme ANGER Patricia pour un montant de 274.30 € H.T. soit 289.39 € TTC.

Pour cela, un virement de 1 000 € est nécessaire du Compte 615 (entretien et réparations) au Compte 654 (pertes sur créances irrécouvrables).

Mme FOURMENTIN souhaite un suivi de ces personnes pour éviter que cela ne se reproduise.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, accepte ces admissions en non-valeur par 11 voix Pour et 10 abstentions.

Remplacement du matériel informatique de la Mairie : résultat de la consultation

Suite à l'ouverture des offres et à la vérification des offres par le Syndicat MANCHE Numérique dans le cadre de l'assistance à l'informatique de gestion, il est proposé de retenir la proposition de la Société IBC Dialog de MONDEVILLE pour un montant de 7 210.00 € H.T. soit 8 623.16 € TTC, pour la fourniture du matériel.

Cette offre comprend :

- ✓ 1 serveur avec dispositif de sauvegarde
- ✓ 4 postes de travail
- ✓ 1 ordinateur portable
- ✓ 1 imprimante
- ✓ l'installation du réseau et des équipements et le transfert des données bureautique

Pour les logiciels, proposition de la Sté MAGNUS :

- ✓ Comptabilité – gestion financière : l'évolution du logiciel de comptabilité vers e-magnus, aurait un coût de :
4 394.00 € H.T. soit 5 255.22 € TTC pour l'acquisition du logiciel, l'installation, le paramétrage, la conversion des données du logiciel actuel, la formation.
- ✓ Etat-civil : 2 000 € H.T. soit 2 392 € TTC pour l'acquisition d'un logiciel Actes d'état civil, tables et liaisons INSEE / Impôts.
- ✓ Transfert des autres données des autres logiciels 240 € HT soit 287.04 € TTC.

Coût total de l'évolution du système informatique : 16 557.42 € TTC.

Le Conseil municipal donne son accord sur ces propositions.

Etudes thermiques du patrimoine communal

Le résultat de la consultation lancée auprès de bureaux d'études pour les diagnostics énergétiques a permis de retenir le bureau d'études APRIME de REGNEVILLE-sur-MER pour les montants suivants :

- diagnostics de performance énergétiques : 956.80 € TTC pour les bâtiments de plus de 1000 m² : Rex et COSEC,
- pré-diagnostics énergétiques, avec préconisations d'investissement : 4 186 € TTC pour les bâtiments de la Mairie, du COSEC et salle Théophile Personne.

La demande de subvention auprès de l'ADEME (70 %) est en cours pour les pré-diagnostics énergétiques.

Désignation d'un correspondant de défense

M. le Préfet de la MANCHE sollicite la désignation par le Conseil municipal d'un élu « correspondant de défense » chargé d'assurer le lien entre l'Armée et les citoyens de la Commune (suivi du recensement militaire, relations avec les Anciens Combattants, recrutement dans l'armée...).

Mme FOURMENTIN, seule candidate, est désignée pour cette fonction.

Questions diverses

Question de Mme Frédérique MALACH

Mme MALACH propose d'étudier la mise en place de jardins familiaux. Elle estime en effet que cela permet de développer une certaine convivialité en plus de l'intérêt économique compte tenu du coût élevé des denrées alimentaires.

La proposition pourrait être lancée par l'intermédiaire du bulletin municipal et dans la presse en vue d'une pré-inscription des candidats potentiels. Il faudrait ensuite trouver un lieu et fixer les modalités de fonctionnement.

Questions de M. Jean-Michel LECHANOINE

Serait-il possible de faire un tour de table à la fin de chaque réunion de Conseil afin que tous les élus puissent s'exprimer ?

M. le Maire n'y est pas favorable, craignant que cela ne rallonge les réunions. Il explique qu'il y a déjà des possibilités d'échange au sein des commissions d'une part, et par le biais de l'envoi de questions écrites à la Mairie 48 heures avant la réunion du Conseil.

Quel est l'avenir des locaux de l'ancienne perception ?

M. le Maire souhaite attendre des précisions supplémentaires sur les coûts d'un éventuel aménagement de cet immeuble dans l'hypothèse d'un transfert des bureaux de la Communauté de communes. La question sera ensuite débattue avec les Adjointes avant d'être soumise au Conseil lors d'une prochaine réunion.

Le local est actuellement occupé par le Foyer des Gilberdières pendant la durée des travaux d'extension du Foyer, soit jusqu'en juin – juillet 2009.

M. LECHANOINE trouverait intéressant pour SOURDEVAL de dissocier la Commune de la Communauté de communes. Il faudrait cependant étudier l'ensemble des coûts du transfert éventuel pour pouvoir faire un choix.

Questions de M. Luc SIMON

Quels sont les futurs projets pour le développement de l'emploi sur SOURDEVAL ?

M. le Maire expose qu'en dehors de la construction de l'Atelier relais par la Communauté de communes, il y a quelques pistes mais rien de sûr pour le moment.

Pour M. SIMON, il n'y a pas d'avenir et SOURDEVAL devient triste !

M. LECHANOINE propose de profiter de la présence du haut débit dans le Département pour développer des projets de télétravail. Il faudrait pour cela mettre des locaux à disposition, équipés de connexions Internet haut débit. Il ne faudrait cependant pas attendre que d'autres Collectivités se positionnent sur ce projet avant nous.

Mme LAURENT explique qu'il y a déjà la zone des closeaux sur MORTAIN qui est labellisée zone numérique avec du très haut débit et qui, à ce titre, bénéficie d'aides particulières.

Pour M. SIMON, il n'y a pas qu'Internet, il faudrait du concret. Une usine, c'est du concret !

Mme SAUVE lui demande s'il a des idées à apporter, précisant que tous les membres du Conseil sont responsables de cette question de l'emploi.

Où en est-on sur le recrutement de l'agent technique ?

Le recrutement a été effectif le 1^{er} octobre. La Commission du personnel s'était réunie pour définir le profil du poste. Un appel à candidatures a ensuite été lancé. Une personne répondait plus particulièrement à ce profil : M. Johann HARDY. Après rencontre de cette personne, le recrutement s'est opéré. M. HARDY viendra prochainement habiter SOURDEVAL et accepte d'être sapeur-pompier. Son salaire correspond sera conforme à ce qui était prévu, celui-ci étant fixé suivant les grilles indiciaires de la Fonction publique.

Foire Saint-Crépin

La disparition de la foire St Crépin est regrettée par certains.

M. le Maire suggère de réunir la Commission des foires et marchés pour étudier la possibilité de mettre en place une foire de Printemps au mois de mai (foire Saint-Bernardin), foire qui pourrait être jumelée avec le salon de printemps organisé par l'Elan.

Pour M. LECHANOINE, pour qu'une foire marche, il faut un thème. Il cite l'exemple du salon du bois et des énergies renouvelables qui a eu lieu à CHANU.

Mme SAUVE suggère de travailler sur ce projet.

Le Secrétaire de séance,
Marcel LEROUX.